

MARCHES PUBLICS/ACCORDS-CADRES

DECLARATION DU CANDIDAT

En cas de candidatures groupées, remplir une déclaration de candidature par membre du groupement. Tous les documents constituant ou accompagnant le dossier de candidature sont rédigés en français.

A – Identification de l'acheteur

Reprendre le contenu de la mention relative à l'identité de la personne morale de droit public qui passe le marché figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence, indiquer : adresse, téléphone, télécopieur, courriel, le cas échéant, le service en charge de l'exécution du marché

COMMUNE D'AUSSAC-VADALLE - MAIRIE - RUE DE LA REPUBLIQUE - 16560 AUSSAC-VADALLE

B – Objet du marché/de l'accord cadre

Reprendre le contenu de la mention relative à l'objet du marché ou de l'accord cadre qui figure dans l'avis d'appel public à la concurrence

REVETEMENT PARKING DU CENTRE SOCIO-CULTUREL

C – Identification du candidat (le cas échéant en tant que membre du groupement)

C1 – Cas général

- Nom ou dénomination et adresse du siège du candidat ou du siège social, téléphone, télécopie, courriel

SCREG SUD OUEST, siège social
14, A. Henry Becquerel – BP 80230 – 33708 MERIGNAC CEDEX
☎ 05 56 79 82 00 - ☎ 05 56 79 82 09

- Nom ou dénomination de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation et adresse, téléphone, télécopie, courriel

SCREG SUD OUEST, Etablissement de Angoulême
Rue du Port Thureau ZI des Agriers 16000 ANGOULÊME
☎ 05-45-91-36-66 - ☎ 05-45-91-60-90

- Forme juridique du candidat (entreprise individuelle, SA, SARL, association, personne publique, .etc...) :
Société Anonyme

Personne(s) ayant le pouvoir d'engager la société :

Philippe DURAND
Mr Stéphane CITERNE

Président Directeur Général
Chef de Secteur

N° d'enregistrement de l'entreprise :

314 583 824

1

/

6

C2 – Cas particuliers

Le candidat, dans une des situations ci-dessous énumérées, coche la case le concernant.

Dans le cas où, le candidat non établi en France est un organisme européen à statut équivalent, il produit tous les éléments de preuve relatif à son statut et notamment les références de droit qui le régissent. Il donne une traduction des textes de référence.

		Références :
1. <input type="checkbox"/> Société coopérative ouvrière de production (SCOP)	Indiquer ci-contre les références du Journal officiel de publication de la liste où figure la SCOP candidate, ou produire l'attestation du ministre du travail	
2. <input type="checkbox"/> Artisan	Produire l'attestation de la chambre des métiers reconnaissant la qualité d'artisan du candidat ou la liste établie par le ministère chargé de l'artisanat où figure le candidat	
3. <input type="checkbox"/> Société coopérative d'artisans	Indiquer ci-contre les références du Journal officiel de publication de la liste où figure le candidat	
4. <input type="checkbox"/> Société coopérative d'artistes	Indiquer ci-contre les références du Journal officiel de publication de la liste où figure le candidat	
5. <input type="checkbox"/> Groupement de producteurs agricoles	Indiquer ci-contre les références du Journal officiel de publication de l'arrêté du ministère chargé de l'agriculture reconnaissant la qualité de groupement de producteurs ou produire la liste des groupements reconnus avec leurs statuts et le texte des règles applicables, régulièrement édictée par eux, et où figure le candidat	
6. <input type="checkbox"/> Entreprise adaptée (L5213-13 et suivants du code du travail)	Indiquer ci-contre les références du recueil des actes administratifs de publication de l'arrêté préfectoral portant agrément de l'établissement	
7. <input type="checkbox"/> Etablissement et service d'aide par le travail (article L. 344-2 et s. du code de l'action sociale et des familles)	Indiquer ci-contre les références du recueil des actes administratifs de publication de l'arrêté préfectoral portant autorisation de création	

Avertissement Les rubriques D-1, E, F, H, et J sont à remplir en fonction des indications données par l'acheteur public dans l'avis d'appel public à la concurrence.

D - Renseignements relatifs à la situation financière du candidat.

DC5

D-1-1 Chiffre d'affaires hors taxes des trois dernières années ou des trois derniers exercices clos

	Exercice 2007		Exercice 2008		Exercice 2009	
	CA global	CA relatif aux prestations objet de la procédure	CA global	CA relatif aux prestations objet de la procédure	CA global	CA relatif aux prestations objet de la procédure
Vente de marchandises :	690 948		461 737		609 722	
Production vendue : -----Biens	9 613 717		12 159 273		10 997 499	
-----Services	235 652 985		224 288 161		200 095 680	
TOTAL :	245 957 651		236 909 171		211 702 901	

D-1-2 Bilans ou extraits de bilans concernant les trois dernières années

(Pour les opérateurs économiques pour lesquels l'établissement d'un bilan est obligatoire en vertu de la loi)

(A joindre si demandé par l'acheteur dans l'avis d'appel public à la concurrence)

D-1-3 : Déclaration appropriée de banques

(A joindre si demandé par l'acheteur dans l'avis d'appel public à la concurrence)

D-1-4 : Preuve d'une assurance pour risques professionnels

(A joindre si demandé par l'acheteur dans l'avis d'appel public à la concurrence)

D-2 Le candidat fait-il l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente?

non ☒ oui ☐ (Dans l'affirmative, produire la copie du jugement correspondant - accompagné d'une traduction certifiée si le candidat n'est pas établi en France)

E - Renseignements relatifs à la nationalité du candidat.

Si le marché est passé pour les besoins de la défense, préciser la nationalité du candidat. Le cas échéant, apporter des précisions sur l'habilitation préalable du candidat, ou sa demande d'habilitation préalable en application du décret n°98-608 du 17 juillet 1998 relatif à la protection des secrets de la défense nationale:

F-1 : Renseignements relatifs aux moyens :

Description des effectifs du candidat, de l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
 Indication des titres d'études et/ou de l'expérience professionnelle du candidat et/ou des cadres de l'entreprise, notamment des responsables de prestations de service ou de conduite de travaux de même nature que celle du marché Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature En matière de fournitures et services, description de l'équipement technique et des moyens employés par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'études et de recherche de son entreprise.

EFFECTIFS (Au cours des trois dernières années)	2007		2008		2009	
	SSO	AGENCE	SSO	AGENCE	SSO	AGENCE
Cadres	128	4	139	4	138	5
ETAM	264	11	250	10	238	9
Ouvriers	709	30	701	34	658	29

F-2 : Références :

Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé (pour les services, fournir des attestations du destinataire ou, à défaut, le candidat fournit une déclaration) ou présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années. Le candidat fournit des attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, indiquant le montant, le lieu et l'époque d'exécution des travaux et précisant s'ils ont été effectués dans les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

En cas de candidat étranger, document prouvant que le candidat dispose d'une autorisation spécifique ou est membre d'une organisation spécifique pour pouvoir fournir dans son pays d'origine le service concerné.

Echantillons, descriptions et/ou photographies des fournitures

Cf. dossier <<Pièces Administratives>> (ci-joint)

Documents produits par le candidat :

- ☒ Certificats d'identité professionnelle (si oui, les produire) ;
- ☒ Références de travaux (si oui, les produire) ;
- ☐ Autres références (si oui, les produire).

H - Attestation et certification de la capacité professionnelle (article 45-II du code des marchés publics) DC5

Documents produits par le candidat :

☒ Certificats de qualité (si oui, indiquer les références et les coordonnées de l'organisme certificateur) ;

Organisme certificateur : AFAQ
Référentiel : NF EN ISO 9001-2000
Libellé du certificat : N°QUAL/2002/18023b

☒ Autres certificats de capacité ou de qualification professionnelles établis par des organismes indépendants (si oui, les décrire, indiquer où et comment ils peuvent être consultés)

MANUEL ASSURANCE QUALITE
PAQ/SOPAQ fournis à la demande du Maître d'ouvrage

☐ Certificats fondés sur le système européen de management environnemental et d'audit (EMAS) ou sur des normes européennes de ou internationales de gestion environnementale pour les marchés de travaux ou de services impliquant la mise en œuvre de mesures de gestion environnementale.

I - Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques, dont des sous traitants, pour présenter sa candidature, justificatif, le cas échéant, des capacités de ces opérateurs DC5

Le candidat produit un engagement écrit de chacun de ces opérateurs justifiant qu'il dispose de leurs capacités pour l'exécution du marché.

Le candidat fournit pour chacun des opérateurs, les mêmes documents et informations qui lui sont demandés dans le présent formulaire justifiant de leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

J - Obligation d'emploi DC5

Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L 5212-2 du code du travail

K - Déclarations/ Attestations sur l'honneur DC5

Le candidat déclare sur l'honneur, en application des articles 43 et 44 du CMP et des articles 8 et 38 de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 modifiée relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics :

a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du **code pénal** : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, l'article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1, ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du **code général des impôts** ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L8221-1, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du **code du travail** ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;

g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L5212-1, L5212-2, L5212-5 et L5212-9 du **code du travail** concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

NB - Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

L - Signature d'une personne ayant pouvoir d'engager la personne morale candidate - Nom et qualité du signataire	DC5
---	------------

A ANGOULÊME, le 27/05/2010

Signature

**Mr Stéphane CITERNE
Chef de Secteur**

Date de la dernière mise à jour : 07/10/2008

N° d'enregistrement de l'entreprise :	314 583 824	6	/	6
--	--------------------	----------	----------	----------